

<https://ecoleetsociete.se-unsa.org/Previsions-d-effectifs-et-moyens-l-equation-n-est-pas-resolue>



école & société



# Prévisions d'effectifs et moyens : l'équation n'est pas résolue

- Éducation - Actu -

Date de mise en ligne : mardi 30 mars 2021

---

Copyright © ÉCOLE ET SOCIÉTÉ - Tous droits réservés

---

La Depp vient de publier les deux notes d'information annuelles sur les prévisions d'effectifs dans le [premier](#) et le [second](#) degré. Les tendances notées en 2020 se poursuivent en 2021, les choix ministériels aussi.

1er degré : baisse jusqu'en 2025

Depuis 2014, le nombre de naissances annuelles diminue, ces dernières passant de 818,6 à 753,4 milliers. La Depp s'attend donc à une baisse proportionnelle du nombre d'élèves dans le 1er degré entre 2021 et 2025. Le nombre d'élèves dans le 1er degré devrait s'établir à 6 528 000 à la rentrée 2021, à 6 447 100 à celle de 2022 et à 6 180 500 à la rentrée 2025 ; il était de 6 616 900 à la rentrée 2020, en forte baisse par rapport à 2019 (- 86 900 élèves).

Dans le même temps, le ministre continue d'augmenter les effectifs d'enseignants dans le 1er degré. Il faut dire que les taux d'encadrement dans le 1er degré en France sont très loin de ceux des pays comparables. Toutefois, ces derniers sont très largement utilisés pour le dédoublement des classes de grandes sections et de début de cycle 2 en éducation prioritaire.

Le nombre d'enseignants en Rased n'augmentant pas, les possibilités d'apporter un soutien particulier aux élèves les plus fragiles ne sont pas plus présentes. La politique d'évaluation mise en place permet l'observation de difficultés dans l'apprentissage de certaines compétences sans que l'on donne la possibilité aux équipes de pouvoir y remédier correctement en cycle 3. Les *Plus de maîtres que de classes* permettaient une flexibilité organisationnelle, un travail d'équipe que le dédoublement systématique et fort coûteux en postes n'offre pas.

La Depp prévoit aussi une baisse du taux de scolarisation des enfants de moins de trois ans, une mesure qui n'a pas les faveurs du gouvernement. Cette baisse n'est pas à imputer aux parents mais à l'Éducation nationale qui n'a plus de politique volontariste pour la scolarisation des enfants de cet âge.

Le nombre d'élèves en Ulis passerait de 53 000 à 65 000 entre 2020 et 2025. Il faudra donc, pour que l'inclusion soit réussie, que la formation continue soit renforcée et que les notifications MDPH soient suivies d'effet avec un recrutement important d'AESH mieux formés et mieux rémunérés.

La part d'élèves scolarisés dans le public resterait à 86 %. On peut noter que les élèves scolarisés en Ulis le sont à 93,5 %.

2d degré : hausse jusqu'en 2023

Les effectifs de l'ensemble du 2d degré devraient augmenter à chaque rentrée scolaire jusqu'en 2023 puis diminuer à partir de 2024. En 2021, 43 400 élèves supplémentaires sont attendus. L'augmentation des effectifs devrait être de moins en moins soutenue en 2022 et 2023 puisqu'il est attendu environ 24 000 puis 7 000 élèves supplémentaires. En revanche, à partir de 2024 une diminution est attendue, de l'ordre de 17 000 élèves en 2024 puis 22 000 en 2025. Ces évolutions sont liées à la démographie.

L'augmentation prévue en 2021 concernerait aussi bien les collèges que les lycées mais l'essentiel (60 %) devrait porter sur les lycées généraux et technologiques dans lesquels il est attendu 26 200 élèves supplémentaires. À partir de 2022, le nombre de collégiens connaîtra des baisses successives alors que les effectifs de lycéens augmenteraient jusqu'en 2023 avant de se stabiliser en 2024 et 2025.

Les effectifs des classes augmentent dans tous les niveaux et le recours aux heures supplémentaires sensées compenser les fermetures de postes alourdissent la charge de travail individuel et nuisent au bon fonctionnement des équipes. Sachant que c'est au lycée GT que l'augmentation sera la plus forte, les enseignants devront répondre aux besoins des élèves affectés par deux ans de crise sanitaire dans des groupes toujours plus chargés et avec des

moyens pour l'accompagnement de plus en plus réduits. Dans ces conditions, comment assurer à tous les élèves un parcours choisi et réussi vers l'enseignement supérieur ?

L'avis du SE-Unsa

Alors que nous ne sommes pas encore sortis de la crise liée à la Covid, le ministère ne devrait pas oublier le bien-être de tous, une composante essentielle du climat scolaire. Il a pourtant été prouvé par de nombreuses études (notamment Cnesco 2017) qu'il était un critère de réussite et de réduction des inégalités. Si une majorité d'enseignants disent apprécier leur métier (*Baromètre Unsa Éducation*), une prise en compte des besoins locaux est largement demandée : cela passe par une formation continue de qualité, des espaces d'échanges de pratiques, du temps collectif qui ne peut exister sans davantage de moyens humains dans les écoles et les établissements.